



OUI À L'ÉCONOMIE VERTE

Conférence de presse du comité « Oui à l'économie verte », 28 juin 2016

Le comité lance la campagne de vote en faveur de l'initiative « Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficace des ressources »

LARGE ALLIANCE POUR L'ÉCONOMIE VERTE

En septembre, le peuple suisse se prononcera sur l'initiative pour une économie verte. Une large alliance de partis et d'associations a souligné aujourd'hui, lors d'une conférence de presse, combien l'économie verte est favorable à l'environnement, à l'économie et aux consommateurs. Un sondage représentatif montre que l'analyse des problèmes et les solutions que lui propose l'initiative sont largement soutenues par la population.

L'initiative pour une économie verte veut ramener l'impact écologique de la Suisse à un niveau globalement supportable d'ici à 2050 et ancrer les principes de l'économie circulaire dans la Constitution. On peut réaliser cette vision en améliorant la revalorisation (recyclage) des matériaux et en prévenant les déchets à la source (ecodesign), ainsi que via l'application de standards environnementaux minimaux pour les produits importés qui s'y prêtent. « Avec l'initiative pour une économie verte, nous voulons garantir à long terme notre prospérité et notre qualité de vie. Ce n'est possible que si nous ne détruisons pas l'environnement en tant que base de notre économie », c'est ainsi qu'Adèle Thorens, co-présidente du comité d'initiative et conseillère nationale (Les Verts), a résumé l'objectif de l'initiative à la conférence de presse de ce jour.

Le comité de campagne, composé de représentants/es de la politique, de l'économie, des organisations environnementales et de la protection des consommateurs se lance avec confiance dans la campagne de vote. Ainsi que le montre un sondage représentatif, ce que réclame l'initiative va de soi aux yeux d'une très grande partie de la population : « La nécessité d'agir est largement reconnue : 70 à 90 % des personnes sondées soutiennent l'analyse des problèmes et l'approche pour les résoudre prônées par l'initiative », comme l'a résumé Bastien Girod, co-président du comité d'initiative et conseiller national (Les Verts).

Pour l'environnement, l'économie et les consommateurs/trices

La Suisse est toujours plus à la traîne en matière de protection de l'environnement. Tandis que dans l'UE, une interdiction d'importer du bois issu de défrichements illégaux existe déjà, la Suisse ne dispose par exemple pas d'une telle réglementation. En outre la Suisse est actuellement le deuxième plus important producteur de déchets en Europe. « Pour la protection des forêts tropicales et la réduction des



montagnes de déchets que nous produisons, cette initiative est essentielle », affirme Damian Oettli, responsable du département Consommation et économie au WWF Suisse. L'initiative met en place les condition-cadre pour faire face de manière moderne aux défis de protection de la nature et de l'environnement, notamment via la coopération entre les entreprises, le monde politique et la société civile. L'initiative représente aussi une grande chance pour l'économie : si l'économie suisse mise de manière cohérente sur les solutions Cleantech, cela procure aux entreprises et à l'économie suisse un avantage concurrentiel sur les marchés internationaux. Grâce à une utilisation plus efficiente des ressources, la Suisse diminue sa dépendance vis-à-vis de l'étranger et crée davantage de valeur ajoutée localement », a déclaré Franziska Barmettler, co-directrice de l'association économique swisscleantech. « La demande en matière de solutions Cleantech augmente fortement sur le plan mondial et crée des emplois de qualité. »

Dans le comité de campagne s'engage également la Fondation pour la protection des consommateurs FPC : « Les consommateurs/trices profitent de l'économie verte, par exemple grâce à des produits plus durables, à une meilleure déclaration des produits ou à un accès facilité au recyclage », souligne la directrice de la fondation Sara Stalder. « Avant tout, ce sont toutefois les coûts qui baissent lors qu'il y a de meilleures possibilités pour réparer et réutiliser les biens. »

Le conseiller national Beat Jans (PS) relève l'importance de l'initiative pour les générations futures : « L'initiative n'est rien d'autre qu'un dispositif de frein à l'endettement pour la nature. Elle évite que nos petits-enfants payent au prix forts notre irresponsabilité en matière environnementale ». La conseillère nationale Kathrin Bertschy (Vert'libéraux) se félicite de la formulation ouverte de l'initiative, qui s'inscrit dans le respect des principes de la subsidiarité, de la proportionnalité ainsi que de la liberté du commerce et de l'industrie, ancrés dans la Constitution : « L'initiative ancre les principes d'une gestion durable des ressources dans la Constitution. Les étapes de mise en œuvre sont soumises au processus législatif normal : ce sont le Conseil fédéral et le parlement qui décideront du rythme de la transition vers une économie durable, des priorités à définir, et des mesures concrètes à implémenter. »



Large soutien à l'initiative

Les organisations suivantes ont intégré le comité « Oui à l'économie verte » ou ont décidé le OUI comme recommandation de vote (état 27 juin 2016 ; d'autres organisations décideront de leur adhésion au comité, respectivement de leur recommandation de vote au cours des semaines à venir) :

Alliance Sud	Pro Natura
Danach	PS
Fondation pour la protection des consommateurs FPC	PUSCH
Global Footprint Network	Swisscleantech
Greenpeace	Travail.Suisse
Jeunes Verts	Unia
JS	Vert'libéraux
Les Verts	WWF
PEV	ZeroWaste Switzerland

Pour plus d'informations :

- **Franziska Barmettler**, co-directrice Swisscleantech, 079 796 61 55
- **Kathrin Bertschy**, conseillère nationale Vert'libéraux, 078 667 68 85
- **Bastien Girod**, co-président du comité d'initiative, conseiller national Les Verts, 079 217 73 06
- **Beat Jans**, membre du comité d'initiative, conseiller national PS, 076 346 86 43
- **Damian Oettli**, responsable du département Consommation & économie WWF Suisse, 079 407 35 01
- **Sara Stalder**, directrice Fondation pour la protection des consommateurs FPC, 078 710 27 13
- **Adèle Thorens**, co-présidente du comité d'initiative, conseillère nationale Les Verts, 079 478 90 05